

NOTE DE POLITIQUE

L'Éducation en Crise: Les Écoles au Mali comme Arènes de Conflit et de Paix



Search for
Common Ground

AMANDA FELDMAN

JUILLET 2023

En un coup d'œil : En 2022, Search for Common Ground (Search), en partenariat avec l'UNICEF, a réalisé des analyses des conflits et du paysage de trois régions au Mali (Gao, Mopti et Tombouctou) afin de déterminer l'état de l'éducation dans le pays et les menaces qui limitent l'accès des enfants à l'éducation. Nous avons constaté que l'éducation au Mali est gravement menacée, notamment par les conflits, et que les communautés peinent à trouver des stratégies adéquates pour prévenir ou répondre aux pertes d'éducation. Ce rapport affirme que l'amélioration de l'éducation dans le pays nécessite des interventions sensibles aux conflits qui traitent de leurs causes profondes et répondent au potentiel des écoles en tant que moteurs de conflit et de paix.

Le Mali est au cœur géographique du Sahel, une région confrontée à des défis complexes de politiques instables, extrémisme violent, conflits intercommunautaires et pénurie de ressources. Depuis la crise politique de 2012, le pays est devenu un [foyer](#) de violence dans la région, connaissant un extrémisme violent rampant, des actes de banditisme et des conflits intercommunautaires, ce qui a entraîné une situation humanitaire "catastrophique" et le [déplacement](#) de plus de 385 000 civils. Dans ce contexte, l'accès à l'éducation a fortement diminué, avec des centaines de milliers d'enfants étant exclus de l'école et des résultats d'examens constamment médiocres. Pour répondre à ce besoin, Search s'est associé à l'UNICEF en 2022 pour réaliser des analyses des conflits et du paysage de trois régions au Mali (Gao, Mopti et Tombouctou) afin de déterminer les menaces qui limitent l'accès des enfants et des jeunes à l'éducation, les perceptions de l'éducation par les communautés et les capacités des membres de la communauté à répondre aux pertes d'éducation. Ce document résume les renseignements tirés de ces analyses et affirme que des interventions plus efficaces sont nécessaires pour traiter les causes profondes des pertes d'éducation dans le pays. Au Mali, où les conflits sont les principaux facteurs de pertes d'éducation, *les interventions éducatives doivent cibler les écoles en tant que lieux critiques de conflit potentiel et intégrer des approches sensibles aux conflits dans les secteurs du développement, de la consolidation de la paix et de l'humanitaire.*

L'éducation est une question clé de conflit au Mali

Le conflit est désormais la *principale* [cause](#) de fermeture et de perturbation des écoles, aggravant un système éducatif initialement faible. En août 2022, plus de 1800 écoles ont [fermé](#) et 750000 enfants maliens ont été exclus de l'école en raison des conflits, soit une augmentation de 15% par rapport à [l'année précédente](#). Les attaques de groupes armés et les violences intercommunautaires ont été citées par les membres de la communauté à travers le Mali comme les principaux facteurs de fermeture des écoles. Ces conflits affectent

l'éducation de deux manières clés: (1) l'insécurité dans les communautés, y compris au sein des écoles, **rend la fréquentation scolaire dangereuse ou force la fermeture des écoles** ; et (2) l'insécurité **réduit les opportunités économiques des communautés, conduisant à des ressources insuffisantes pour les écoles ou empêchant les parents de payer les frais de scolarité.**

Les écoles (et l'éducation) sont sous attaque au Mali. Les centres d'éducation au Mali font partie des systèmes les plus [menacés](#) au monde, soumis à la fois aux effets de l'insécurité générale et aux attaques spécifiquement dirigées contre les écoles, les élèves, les enseignants et les administrateurs. Entre 2020 et 2021, plus de 650 [attaques](#) contre les écoles ont été recensées. À Gao, Mopti et Tombouctou, les membres de la communauté ont cité les conflits religieux comme les conflits les plus considérables affectant la fréquentation et l'inscription. Les groupes extrémistes violents attaquent les écoles "classiques" laïques dans le cadre de leurs campagnes visant à imposer la loi islamique Sharia aux communautés et à imposer la fréquentation d'institutions coraniques. Les parents choisissant d'envoyer leurs enfants dans des écoles classiques font constamment face à des attaques et des intimidations. De plus, de nombreux groupes extrémistes violents ferment de force les écoles classiques ou détruisent les matériel didactique, obligeant les élèves à fréquenter des institutions coraniques ou les laissant entièrement sans alternatives fiables. D'autre part, dans les zones où les tensions intercommunautaires sont élevées, les écoles peuvent devenir des lieux d'attaque pour les groupes cherchant à cibler "l'autre".

Les tensions intercommunautaires conduisent à la violence dans les écoles et au sein des communautés.

Dans les zones où les tensions intercommunautaires persistent, les élèves ont déclaré se sentir en insécurité en présence de membres d'autres groupes ethniques et faire face à des risques d'attaque en chemin vers l'école ou dans les écoles elles-mêmes. À Mopti, les parents ont déclaré ne pas envoyer leurs enfants à l'école en raison de conflits entre élèves motivés par des considérations ethniques. À Tombouctou, les parents ont indiqué qu'ils hésitaient à envoyer leurs enfants à l'école en raison de mélanges ethniques non désirés. Les écoles offrent actuellement des opportunités de violence et d'interactions sociales négatives entre les enfants. Ces conflits aggravent à leur tour la cohésion sociale au sein de la communauté, alimentant ainsi de futurs cycles de violence et d'insécurité, par exemple lorsque les parents des élèves en conflit interviennent.

Les réponses actuelles et passées n'ont pas adéquatement abordé les impacts des conflits sur l'éducation au Mali. Malgré la prévalence des interventions passées en matière d'éducation dans le pays, les changements dans les indicateurs éducatifs, tels que la fréquentation et l'inscription, la parité entre les sexes et les régions, et la qualité de l'apprentissage, ont [stagné](#). Les réponses humanitaires telles que la construction d'écoles, la formation des enseignants ou la provision de fournitures scolaires ne suffisent pas à traiter les causes profondes des pertes d'éducation, qui, dans le cas du Mali, sont liées aux conflits. La grande majorité des membres des communautés de Gao, Mopti et Tombouctou ont déclaré ne pas disposer de ressources ou de stratégies pour atténuer les conséquences des pertes d'éducation. Les réponses de consolidation de la paix et de développement peuvent combler cette lacune en éliminant les conflits sous-jacents qui conduisent aux pertes continues d'éducation et en jetant les bases d'un développement durable par le renforcement de la résilience et des capacités.

S'attaquer aux pertes d'éducation peut contribuer à réaliser le potentiel positif de l'éducation pour construire la paix. L'éducation est une question commune; elle peut rassembler les gens et contribuer à la paix. Lorsque les enfants restent plus longtemps à l'école, leur revenu futur moyen [augmente](#), de même que le PIB du pays. Ils ont également la possibilité de créer des relations interculturelles positives avec des enfants d'autres ethnies et religions lorsque les relations sont gérées en toute sécurité, ce qui peut mener à une meilleure cohésion sociale dans et en dehors de la salle de classe. En dehors de l'école, les enfants sont plus [vulnérables](#) au recrutement par des groupes armés, aux mariages précoces et à l'exploitation économique. Ces risques alimentent le sous-développement et, en effet, au Mali, ils contribuent directement aux conflits et à la violence existants. Maintenir les enfants à l'école a donc une importance considérable pour la paix et le développement du Mali.

Améliorer la cohésion sociale dans les écoles peut avoir des effets en cascade dans les communautés. Les enseignants au Mali sont bien placés pour provoquer des changements, mais ils ne disposent actuellement pas de ressources suffisantes, ce qui est en partie responsable de la pénurie actuelle d'enseignants. Équiper les enseignants de ressources adéquates, y compris de formations, peut leur permettre non seulement de mieux atteindre les objectifs éducatifs, mais aussi de transmettre des valeurs sociales importantes (comme le travail d'équipe et le respect) qui renforcent intrinsèquement la cohésion sociale dans les communautés. Les programmes d'[éducation à la paix](#) peuvent également renforcer les capacités des enseignants et des élèves à gérer les conflits et à promouvoir la paix dans et en dehors des écoles. En Tunisie, les programmes de Search ont introduit des programmes d'éducation à la paix et des clubs de la paix dans les écoles, à la suite de quoi les enseignants ont signalé une diminution de l'intolérance envers les autres groupes parmi les élèves et une augmentation des actes de gentillesse, de partage et de non-violence. Au Yémen également, l'éducation à la paix a contribué positivement à la résolution des conflits chez les lycéens vulnérables à l'extrémisme violent.

Des interventions humanitaires, de développement et de consolidation de la paix intégrées peuvent traiter les causes profondes de la violence dans les communautés maliennes et dans les espaces éducatifs. L'aide à l'éducation est une question complexe qui nécessite une collaboration entre les secteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Les approches cloisonnées de chaque secteur ne fourniront que des tentatives morcelées pour résoudre les symptômes de la crise de l'éducation au Mali. La coordination entre ces secteurs est nécessaire pour des interventions plus [efficaces](#) et durables et pour aborder chacune des causes profondes des pertes d'éducation dans le pays, notamment le conflit ainsi que la pauvreté, l'insuffisance de ressources et les facteurs sociaux.

RECOMMANDATIONS

- 1. Soutenir des stratégies globales pour la protection des écoles, à travers l'aide étrangère et la diplomatie.** Les attaques contre les écoles au Mali figurent parmi les plus [élevées](#) au monde ; les communautés dans le pays ont manifestement besoin de ressources accrues pour faire face à leurs impacts et aux impacts des conflits en général. Ce n'est qu'en s'engageant sérieusement avec le

gouvernement du Mali que les espaces éducatifs seront sécurisés. Les partenaires internationaux doivent adopter une approche à deux volets pour (1) exercer une pression diplomatique pour souligner la gravité des attaques contre les écoles et encourager le gouvernement du Mali à s'engager à protéger les écoles; et (2) soutenir des approches axées sur la communauté et centrées sur l'éducation en tant qu'intérêt et préoccupation communs. La protection des écoles peut en faire des espaces plus sûrs pour les élèves et réduire une grande partie de la violence qui entrave la fréquentation et l'inscription.

- 2. Traiter les conflits et la fragilité chroniques comme un moyen de promouvoir l'éducation et de protéger les écoles.** Les activités au Mali doivent se concentrer sur des solutions à *long terme* qui abordent les causes profondes des pertes d'éducation dans le pays. Ces facteurs, y compris les conflits violents en cours, ainsi que d'autres facteurs sociaux et économiques tels que les conditions de vie précaires, les croyances culturelles et les ressources insuffisantes de l'État, ne peuvent être traités que par des investissements durables dans les secteurs humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Étant donné la prédominance des conflits religieux dans toutes les communautés du projet, **la prévention et la réduction des conflits religieux doivent être une priorité pour atteindre les objectifs en matière d'éducation, tout comme la résolution des conflits intercommunautaires, de l'insécurité générale et du banditisme.**

- 3. “Agir pour le Bien” dans les interventions éducatives.** Les centres d'éducation ont le potentiel de servir de lieux d'apprentissage sécurisés *et* d'arènes de consolidation de la paix au Mali. La programmation éducative doit au minimum être sensible aux conflits. Il est impératif que les interventions n'exacerbent pas les dynamiques de conflit existantes et ne créent pas de nouvelles doléances dans les communautés. La programmation devrait plutôt capitaliser sur le potentiel des écoles en intégrant des composantes visant à améliorer la cohésion sociale, la polarisation et d'autres dynamiques de conflit. Cibler les écoles dans des interventions significatives et sensibles aux conflits peut permettre de réaliser des gains éducatifs concrets et de contribuer à une meilleure cohésion sociale au sein de la communauté et au-delà.